

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JUILLET 1919.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1919

Tableau XIII : Finances ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Votre Section centrale vous propose l'approbation du Budget du Ministère des Finances.

Les dépenses normales de ce Département s'élèveront, d'après les prévisions, à 30,796,250 francs contre 26,544,050 francs, chiffre prévu pour 1914. Les frais occasionnés par la guerre n'y ajouteront qu'une charge peu considérable, si l'on ne comprend dans ces frais les subventions de vie chère allouées aux fonctionnaires, employés et agents salariés, lesquelles sont évaluées à 20,980,000 francs.

A l'article 2 l'on a prévu les dépenses à résulter du renfort du personnel nécessaire à l'Administration centrale, en raison des opérations relatives à la Dette et des nouvelles lois d'impôt.

(1) Budget, n° 107.

(2) La Section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. MECHERYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*; MM. WAUWERMANS, HOUTART et VILAIN; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON et BUYL; DELPORTE, PEPIN et LAMBORRELE; DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET; HONINCKX, DE KERCHOVE D'EXAERDE et DE WOUTERS D'OPLINTER.

L'article 5, qui a pour objet le matériel, passe de 500,000 (chiffre de 1914) à 1,955,000 francs. En réponse à une question de la Section centrale, cet accroissement de dépenses est expliqué de la manière suivante :

« Comme on le voit aux développements (p. 524), le crédit en question (art. 5) se divise en sept postes qui subissent tous l'énorme renchérissement des matières et de la main-d'œuvre.

» LITT. A. *Papiers à timbrer.* — Il s'agit ici des papiers achetés par le Département des Finances et qui, après avoir reçu l'empreinte du timbre à l'atelier *ad hoc* établi à Bruxelles, sont distribués à tous les bureaux de débit du pays et fournis par ceux-ci aux officiers publics et aux particuliers pour la confection des actes authentiques, des actes sous seing privé, des effets de commerce, etc. Certains de ces papiers servent aussi à confectionner les registres en usage dans les bureaux des hypothèques.

» Ces papiers sont de fabrication spéciale parce qu'ils doivent être de première qualité, notamment au point de vue de la conservation indéfinie des actes publics.

» LITT. C. *Autres papiers de toute espèce.* — Ce sont d'abord les papiers à écrire à l'usage des administrations centrales, ensuite et surtout ceux qui sont destinés à la confection de la multitude de registres et d'imprimés en feuilles volantes qui sont employés dans tous les services extérieurs des administrations ressortissant au Département des Finances (agences du Trésor, administration des contributions directes, des douanes et des accises, administration de l'enregistrement et des domaines).

» La quantité de ces registres et formulaires volants était déjà très considérable avant la guerre; elle s'accroîtra encore notablement par suite des nouvelles lois d'impôt.

» LITT. D. *Fournitures de bureau; impressions et registres; frais de transport du matériel, etc.* — La plus grande partie de ce poste consiste dans les frais d'impression, de reliure et de brochage des registres et autres formulaires dont il s'agit au littéra précédent, ainsi que dans les frais d'impression et de brochage des circulaires administratives destinées aux nombreux services extérieurs mentionnés au même littéra.

» LITT. F. *Éclairage et chauffage des hôtels et des bureaux.* — Il s'agit de l'hôtel du Ministre et des hôtels affectés aux bureaux des administrations centrales. Outre le renchérissement du gaz, de l'électricité et du combustible, il faut tenir compte de l'extension nécessaire des locaux. A la veille de la guerre, les administrations centrales du Département des Finances occupaient quatre hôtels : n° 14, rue de la Loi, n° 9, même rue, n° 42, rue de Louvain et n° 89, rue Ducale. Il y a trois mois, il a fallu déjà un nouvel hôtel, 18, rue de la Loi, pour l'administration de la Trésorerie et de la Dette publique, dont les services prennent un très grand développement en raison des vastes opérations financières qui sont la conséquence des événements;

plus récemment, la nécessité d'une nouvelle extension de locaux a encore été reconnue.

» LITT. G. *Entretien des locaux du Ministère, etc.* — Outre les frais de l'automobile à l'usage du Ministre, l'augmentation de dépenses provient en partie du renchérissement des matières nécessaires à l'entretien des locaux, et en partie des extensions mentionnées au littéra précédent. Les nouveaux ameublements surtout, ainsi que la restauration d'anciens objets mobiliers, coûtent extrêmement cher. De plus, l'hôtel du Ministre et une grande partie de l'hôtel central des bureaux, 12 et 14, rue de la Loi, ont été trouvés dans un état lamentable au lendemain de l'évacuation; il a fallu faire de très grands frais de nettoyage et de remise en état des appartements du Ministre ainsi que des bureaux et de leur ameublement. »

*
* *

L'Administration des contributions directes, douanes et accises absorbe 1,800,000 francs de plus qu'en 1914 (22,222,600 fr. contre 20,446,000); les dépenses du domaine (art. 29) sont majorées de 264,000 francs.

Les dépenses arriérées du même Département forment un total de 30,775,000 francs, dont l'importance est due, en grande partie, aux traitements des fonctionnaires et employés des douanes et de la recherche maritime. Tandis que la dépense annuelle est fixée pour ces traitements à 10,858,400 francs, les arriérés atteignent 19 millions. La raison en est que beaucoup d'employés des douanes, enrôlés sous les drapeaux, ont droit à l'intégralité de leur traitement, en vertu d'engagements pris par le Gouvernement au début de l'invasion (Cirulaire du Ministre des Finances, datée du 17 août 1914).

Le Rapporteur,

MAURICE HOUTART.

Le Président,

P. POULLET.

(4)

ANNEXE

Bruxelles, le 17 août 1914.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement a décidé de continuer, jusqu'à nouvel ordre, le paiement intégral des appointements des fonctionnaires et employés de l'État qui servent actuellement sous les drapeaux soit comme milicien, soit comme volontaire.

Vous aurez donc à émettre comme d'ordinaire les états mensuels de paiement des traitements et autres allocations fixes, sauf à former un ou plusieurs états séparés comprenant les agents qui sont sous les armes.

Quant à ceux-ci, les instructions suivantes ont été données aux agents du Trésor pour la détermination des personnes ayant qualité aux fins de recevoir les fonds et de donner quittance.

« Les traitements, salaires et indemnités ordonnancés au profit des agents » de l'État sous les drapeaux pourront être payés sur l'acquit :

- » a) De l'épouse des agents mariés ;
- » b) De la personne qui a la garde des enfants des agents veufs ;
- » c) *Du père ou à son défaut de la mère* ⁽¹⁾. *(Il n'y a pas lieu de s'occuper du point de savoir si les parents sont à charge de l'agent.)*

» Avant d'autoriser le paiement, vous vous entourerez des garanties nécessaires quant à l'identité des intéressés et vous ferez produire, au besoin, » une attestation de l'autorité communale. »

Pour le Ministre des Finances :

Le Secrétaire général,

N. BUISSERET.

(1) Voir à la page 6 : Extrait du *Moniteur* du 20-21-22 septembre 1914, nos 263-264-265.

AVIS DIVERS

POUR LES VEUVES ET LES ORPHELINS DES MILITAIRES TOMBÉS AU CHAMP D'HONNEUR.

En vertu d'une décision prise par le Gouvernement, les veuves et enfants des militaires tués à l'ennemi recevront intégralement, jusqu'à conclusion de la paix, le montant du traitement dont jouissaient leurs maris ou pères sur les fonds de l'État.

Il en sera de même en ce qui concerne l'indemnité payée en vertu de la loi aux familles des militaires sous les drapeaux.

Dès la réunion du Parlement, après la conclusion de la paix, le Gouvernement demandera que les veuves et enfants des braves tombés pour la patrie soient traités de telle façon que tout au moins la souffrance matérielle leur soit épargnée.

Le Gouvernement est certain que le pays reconnaissant ratifiera par la loi le point de vue consacré par la décision gouvernementale.

Le Ministre de la Guerre,

(S.) CH. DE BROQUEVILLE.

ARRÊTÉ-LOI

**Agents civils de l'État tués par l'ennemi. Mesure en faveur
de leurs veuves et enfants.**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'état de guerre;

Vu la nécessité d'ordonner des mesures propres à épargner les privations matérielles aux veuves et enfants des agents civils de l'État tués par l'ennemi ou décédés des suites des blessures reçues de l'ennemi;

Vu l'article 26 de la Constitution, aux termes duquel le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des Représentants et le Sénat;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives;

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les veuves et enfants des agents de l'État non-militaires tués par l'ennemi ou décédés des suites de blessures reçues de l'ennemi, obtiendront, jusqu'à la conclusion de la paix, le montant du traitement dont jouissaient leurs maris ou pères sur les fonds de l'État.

ART. 2.

Les sommes payées dans les conditions visées à l'article premier constitueront le traitement brut, sans aucun prélèvement au profit des caisses des veuves et orphelins; celles-ci liquideront après la guerre, au profit de l'État, le montant des versements qui leur incomberont.

ART. 3.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1916.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'État et publié par le *Moniteur*.

Donné en Notre Quartier Général, le 19 février 1917.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Guerre,

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre de l'Intérieur,

PAUL BERRYER.

*Le Ministre de l'Agriculture,
et des Travaux publics,*

G. HELLEPUTTE.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

P. POULLET.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.

Le Ministre des Colonies,

J. RENKIN.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

B^{on} BEYENS.

Le Ministre des Finances,

A. VAN DE VIVERE.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes et Télégraphes,*

PAUL SEGERS.

Scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

(Publié par le *Moniteur* des 18-24 février 1917, n^{os} 49-55.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 Juli 1919.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1919

Tabel XIII : Financiën ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **HOUTART**.

MIJNE HEEREN,

Uwe Middenafdeeling stelt u voor de Begrooting van het Ministerie van Financiën goed te keuren.

De gewone uitgaven van dit Departement zullen vermoedelijk 30,796,250 frank bedragen tegen 26,544,050 frank, cijfer dat voor 1914 werd voorzien. De oorlogskosten zouden slechts een geringen last daaraan toevoegen, zoo men onder deze kosten niet begreep den duurtebijslag aan de ambtenaren, beambten en bezoldigde agenten toegekend; deze bijslag wordt op 20,980,000 frank geraamd.

Bij artikel 2 zijn voorzien de uitgaven wegens de vermeerdering van het voor het hoofdbestuur noodige personeel, naar aanleiding van de werkzaamheden betreffende s' Lands Schuld en de nieuwe belastingwetten.

(¹) Begrooting, n° 107.

(²) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Poullet, bestond uit de heeren MECHELYNCK, BERTRAND en TIBBAUT, *ondervoorzitters*; de heeren WAUWERMANS, HOUTART en VILAIN; IMPERIALI, PONCELET en PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON en BUYL; DELPORTE, PEPIN en LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT en TROCLET; HONINCKS, DE KERCHOVE D'EXAERDE en DE WOUTERS D'OPLINTER.

Artikel 5 dat het materieel betreft, is gebracht van 500,000 (cijfer van 1914) tot op 1,958,000 frank. Door het antwoord op èene vraag der Middenafdeeling wordt deze verhooging van uitgaven volgenderwijs uitgelegd :

« Uit de toelichting (blz. 524) blijkt, dat bedoeld crediet (art. 5) is verdeeld in zeven posten, die alle door de aanzienlijke stijging der prijzen van de grondstoffen en van het handwerk worden beïnvloed.

» LITT. A. *Zegelpapier*. — Het geldt hier papier, door het Departement van Financiën aangekocht, dat, na met het zegel te zijn bekleed in het daartoe te Brussel gevestigd werkhuis, gezonden wordt aan al de afzetkantoren van het land en door deze wordt afgeleverd aan de openbare ambtenaren en aan de bijzonderen tot het opmaken der authentieke akten, der onderhandsche akten, der handelswissels, enz. Een deel van dit papier dient ook tot het opmaken der registers, die in de kantoren der hypotheek worden gebruikt.

» Dit papier wordt op eene bijzondere wijze vervaardigd, omdat het van eerste gehalte moet zijn, inzonderheid met het oog op de blijvende bewaring der openbare akten.

» LITT. C. *Ander papier van allerlei aard*. — Hier is er sprake vooreerst van het schrijfpapier ten dienste van de Hoofdbesturen, daarna en vooral van het papier dat bestemd is tot het maken van de talrijke registers en van gedrukte losse bladen die worden gebruikt in al de buitendiensten der besturen, welke afhangen van het Departement van Financiën (agentschappen van de Thesaurie, bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, bestuur der registratie en der domeinen).

» De hoeveelheid van deze registers en losse formulierbladen was reeds vóór den oorlog zeer aanzienlijk; door de nieuwe belastingwetten zal die hoeveelheid nog merkelijk toenemen.

» LITT. D. *Kantoorbehoeften : drukwerk en registers ; vervoerkosten van het materieel, enz.* — Het grootste deel van dezen post bevat de kosten van het drukken, het inbinden en het innaaien der registers en andere formulieren, waarvan sprake is in de vorige littera, alsmede de kosten van het drukken en het innaaien der omzendbrieven van het Bestuur, die bestemd zijn voor de talrijke buitendiensten, in dezelfde littera vermeld.

» LITT. F. *Licht en brandstoffen voor de ministerieele gebouwen en de bureelen*. — Het geldt hier het hotel van den Minister en de gebouwen door de bureelen der Hoofdbesturen gebruikt. Niet enkel dient rekening, gehouden met de stijging der prijzen van het gas, de electriciteit en de brandstoffen, doch ook met de noodzakelijke uitbreiding der lokalen. Pas vóór den oorlog betrokken de Hoofdbesturen van het Departement van Financiën vier gebouwen : n^o 14, Wetstraat, n^o 9, zelfde straat, n^o 42, Leu-

venschestraat en n° 89, Hertogstraat. Drie maanden geleden had men reeds een nieuw gebouw, n° 18, der Wetstraat, noodig voor het bestuur van de Thesaurie en 's Lands Schuld, waarvan de diensten eene zeer groote uitbreiding nemen uit hoofde van de aanzienlijke financieele verrichtingen die het gevolg zijn van de gebeurtenissen; onlangs nog werd eene nieuwe uitbreiding van lokalen noodzakelijk erkend.

» *LITT. G. Onderhoud der lokalen van het Ministerie, enz.* — Boven de kosten van 's Ministers motorrijtuig, wordt de verhooging der uitgaven gedeeltelijk veroorzaakt door den hooger prijs der stoffen die tot het onderhoud der lokalen noodig zijn, en gedeeltelijk door de uitbreidingen, in de voorgaande littera vermeld. Vooral de nieuwe meubileering en ook het herstel van oude meubelen kosten uiterst duur. Daarenboven verkeerden het hotel van den Minister en een groot deel van het centraal gebouw der bureelen, 12 en 14 der Wetstraat, na de ontruiming in een ellendigen staat; de schoonmaak en het herstel der woonvertrekken van den Minister, alsmede der bureelen en dezer meubileering hebben tot aanzienlijke kosten aanleiding gegeven. »

*
* * *

Het Bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen eischt 1,800,000 frank meer dan in 1914 (22,222,600 frank tegen 20,446,000); de uitgaven van het domein (art. 29) worden met 264,000 frank verhoogd.

De achterstallige uitgaven van hetzelfde Departement bedragen in 't geheel 30,775,000 frank, waarvan de hoegrootheid grootendeels toe te schrijven is aan de wedden der ambtenaren en beambten van den toldienst en van de zeevaartopsporingen. Terwijl de jaarlijksche uitgave voor deze wedden op 10,858,400 frank is vastgesteld, bereikt de achterstand 19 millioen. De reden daarvan is dat tal van tolbeambten, die bij het leger werden ingelijfd, op hunne geheele wedde recht hebben krachtens de verbintenissen, door de Regeering bij het begin van den inval aangegaan (Omzendbrief van den Minister van Financiën, dd. 17 Augustus 1914).

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
P. POULLET.

(4)

BIJLAGE

Brussel, 17 Augustus 1914.

MIJNHEER DE BESTUURDER,

Ik heb de eer u ter kennis te brengen dat de Regeering heeft beslist, de wedde der ambtenaren en beambten van den Staat, die thans onder de wapens dienen hetzij als militieplichtige, hetzij als vrijwilliger, bij voortduur tot nader bevel, voluit zal betaald worden.

Zooals vroeger zult gij dus de maandelijksche staten tot betaling van de wedden en andere vaste vergoedingen opmaken en tevens een of meer afzonderlijke staten voor de agenten die onder de wapens zijn.

Met het oog op deze laatsten werden aan de agenten der Thesaurie de navolgende onderrichtingen gegeven tot bepaling der personen die bevoegd zijn om de gelden te ontvangen en kwijting te geven.

« De wedden, loonen en vergoedingen, ten bate der onder de wapens » zijnde Staatsagenten betaalbaar gesteld, mogen uithetaald worden op » kwijtschrift :

- » a) Van de echtgenooten der gehuwde agenten ;
- » b) Van den persoon belast met de zorg voor de kinderen der agenten die weduwnaar zijn ;
- » c) *Van den vader of, bij dezès ontstentenis, van de moeder* ⁽¹⁾. (*Men behoeft niet na te gaan of de ouders al of niet ten laste van den agent zijn.*)

» Alvorens de betaling toe te laten, zult gij de noodige voorzorgen » nemen om u te verzekeren van de identiteit der belanghebbenden; des- » noodts zult gij een bewijs van de gemeenteverheid doen overleggen. »

Wegens den Minister van Financiën :

De Secretaris-generaal,

N. BUISSERET.

(1) Zie bl. 6 : Uittreksel uit het *Staatsblad* van 20-21-22 September 1914, n° 263-264-265.

VERSCHILLENDE BERICHTEN

VOOR DE WEDUWEN EN WEEZEN DER MILITAIREN DIE OP HET VELD VAN EER SNEUELDEN.

Krachtens eene beslissing, door de Regeering genomen, zullen de weduwen en kinderen der militairen, die in den strijd tegen den vijand zijn gesneuveld, totdat de vrede wordt gesloten, het volle bedrag der wedde ontvangen, welke hun man of vader uit de Staatskas ontving.

Hetzelfde geldt voor de vergoeding, krachtens de wet betaald aan de gezinnen der onder de wapens zijnde militairen.

Zoodra, na het sluiten van den vrede, het Parlement vergadert, zal de Regeering vragen dat de weduwen en de kinderen der dapperen, die sneuvelden voor het vaderland, derwijze worden behandeld dat zij ten minste van stoffelijke ellende blijven gespaard.

De Regeering is er van overtuigd, dat het dankbare land door de wet zijne goedkeuring hechten zal aan den maatregel, die door de beslissing der Regeering wordt gehuldigd.

De Minister van Oorlog,

(W. g.) CH. DE BROQUEVILLE.

BESLUIT-WET

**Burgerlijke bedienden van den Staat, door den vijand gedood.
Maatregel ten voordeele hunner weduwen en kinderen ⁽¹⁾.**

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien den staat van oorlog ;

Gezien de noodzakelijkheid maatregelen te nemen ten einde de weduwen en kinderen der burgerlijke bedienden van den Staat van de lichamelijke ontberingen te vrijwaren in geval gezegde bedienden door den vijand gedood zijn of overleden zijn aan de gevolgen van kwetsuren door den vijand teweeggebracht ;

Gezien artikel 26 der Grondwet, waarbij de uitoefening der wetgevende macht opgedragen is aan den Koning, aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan den Senaat ;

Gezien de onmogelijkheid de wetgevende Kamers te vereenigen ;

Op voorstel van Onze tot Raad vergaderde Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EEN.

De weduwen en kinderen der niet militair bedienden van den Staat die door den vijand gedood zijn of overleden zijn aan de gevolgen van kwetsuren door den vijand teweeggebracht, zullen tot bij het sluiten der vrede het bedrag ontvangen van het traktement hetwelk aan hunne echtgenooten of vaders op de Staatsgelden uitbetaald werd.

ART. 2.

De in de voorwaarden bepaald in artikel 1 betaalde sommen zullen het brutto traktement uitmaken, zonder eenige afreuking ten voordeele van de kassen der weduwen en weezen ; genaamde kassen zullen na den oorlog het bedrag der stortingen dewelke door hen moeten gedaan worden, ten voordeele van den Staat verrekenen.

(1) Deze Vlaamsche tekst is letterlijk de tekst, welke werd bekendgemaakt door het Staatsblad van 18-24 Februari 1917, n^o 49-55.

ART. 3.

De schikkingen van dit besluit-wet zullen van af den 1 Januari 1916 toepasselijk zijn.

Kondingen het tegenwoordig besluit-wet af, bevelen dat het met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekend gemaakt worde.

Gegeven in Ons Hoofdkwartier, den 19ⁿ Februari 1917.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Oorlog,

CH. DE BROQUEVILLE.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

B^{on} BEYENS.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

PAUL BERRYER.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

P. POULLET.

De Minister van Financiën,

A. VAN DE VYVERE.

De Minister van Landbouw

en Openbare Werken,

G. HELLEPUTTE.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,

Posterijen en Telegrafen,

PAUL SEGERS.

De Minister van Koloniën,

J. RENKIN.

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

(Bekend gemaakt door den *Moniteur* van 18-24 Februari 1917, n^{rs} 49-55).

